

Chirac n'est pas De Gaulle

Il ne faudrait pas que le vote de la gauche en faveur de Jacques Chirac le 5 mai 2002 nous fasse perdre toute lucidité. Il n'est devenu ni un saint ni un héros ce jour-là, ni un bon Président dès le lendemain. L'esprit critique doit rester en éveil et sa double politique étrangère et européenne nous en donne l'occasion.

Déjà en 1995, il reprenait unilatéralement les essais nucléaires de la France, l'année du cinquantième anniversaire de la bombe atomique larguée sur Hiroshima et Nagasaki. Il n'en informera aucun de nos partenaires européens alors que la France présidait l'Union Européenne au premier semestre de cette année-là. Devant le Parlement européen, il se fait huer au mois de juin alors que François Mitterrand, en Mai, avait reçu une " standing ovation " pendant près de dix minutes. Voilà comment a commencé son premier septennat.

Le quinquennat a démarré dans la même veine, par l'annonce unilatérale de la construction d'un second porte-avions à propulsion nucléaire. Pas d'information aux autres alors qu'il se gargarise de vouloir faire une politique européenne de sécurité commune. Heureusement qu'un accord industriel avec Thalès rattrape cette annonce arrogante.

Depuis peu, il y a l'Afrique. La Côte d'Ivoire d'abord avec cette étonnante remontée du néo-colonialisme d'un autre âge, qui va jusqu'à former à Paris le gouvernement de ce pays en confiant l'Armée et la Police aux rebelles. On n'avait jamais poussé l'esprit de cohabitation aussi loin. A défaut de l'apprécier en France, Jacques Chirac a décidé de l'exporter ailleurs. Là aussi, il serait temps de penser à une politique européenne en Afrique, plutôt qu'à une politique unilatérale française dans nos anciennes colonies. L'Europe suppose l'abandon des pré-carrés.

Plus récemment, nous avons dû avaler l'épisode de l'accueil à Paris du dictateur Mugabe, le Président du Zimbabwe, mis en quarantaine par l'Union européenne qui lui a infligé des sanctions. Mais Chirac n'en a cure : il accueille unilatéralement en grandes pompes ce Chef d'Etat pour la conférence sur le " nouveau partenariat France - Afrique ". Il tance tout ce beau monde réuni et lui lance un tonitruant : " l'impunité, c'est fini ! " Il a raison de stipendier les atteintes aux Droits de l'Homme. Mais, quand il s'en prend à la corruption, soit il exagère, soit il oublie. Sur ce terrain, il n'a pas de leçons à donner. Comme le dit le proverbe africain : " on ne grimpe pas au cocotier quand on a un trou dans son pantalon ! "

La politique des coups de gueule ne s'arrête pas là. Coup de gueule aux pays candidats qui ont signé soit la lettre des Huit, soit l'appel des Dix de Vilnius dans l'affaire irakienne. Il les traite de " mal élevés " comme si son éducation était exemplaire. Il leur fait un chantage à leur adhésion à l'Union. Il ne semble pas comprendre ces pays passés du joug nazi au joug soviétique, libérés à chaque fois par les Etats Unis d'Amérique. Il prend le risque d'un recul du rayonnement de la France dans toute cette zone et d'un repli de notre influence. C'est Chirac qui a perdu une bonne occasion de se taire.

Le Salon de l'Agriculture a donné au Président de la République l'occasion d'un nouveau coup de gueule. C'est le Commissaire Franz Fischler qui a reçu les éclats et s'est vu traité d'entêté. Ce n'est pas forcément un défaut. Ce défaut ne guette pas Jacques Chirac qui change d'avis très souvent et a l'échine souple en terme de convictions. Là, il s'agit de défendre la Politique Agricole Commune telle qu'elle est. Au moins jusqu'en 2007 ! Comme s'il était raisonnable de ne toucher à rien alors que douze pays vont nous rejoindre, que les pays en développement frappent à notre porte, que l'Organisation Mondiale du Commerce va débattre de la question et qu'on ne nous attendra pas.

Auparavant, en janvier, il y avait eu la commémoration solennelle du Traité de l'Elysée signé en 1963. Le moteur franco-allemand est une bonne chose. Il vaut mieux qu'il n'y ait pas de ratés et que les deux pays s'entendent. Les réactions ont aussi montré une nouvelle attente : chacun a pris acte avec bonheur que Français et Allemands étaient réconciliés. Mais, nous ne sommes plus au lendemain de la guerre. Les pays membres exigeront de plus en plus un rapport d'égalité entre eux quand il s'agira d'institutions. Ils se méfieront des décisions concoctées à deux. Ils rejetteront tout ce qui rappellera la formule d'un Directoire. Chirac n'est pas De Gaulle, ni Schroeder Adenauer. De Gaulle avait fait Londres ; Chirac n'a fait que la Corrèze (excuse-moi François !). Cette semaine-là, tous les deux ont

eu l'idée de donner deux Présidents à l'Union européenne. Cette proposition n'a pas emballé beaucoup d'Etats. Même les Français y ont vu une sorte de cohabitation transposée à Bruxelles.

Il y a d'autres exemples de la politique des coups de gueule, si ce n'est des coups de menton et des prises de positions unilatérales. Dans l'affaire du naufrage du " Prestige ", le chef de l'Etat a ainsi décidé, de manière unilatérale, de ne plus accepter les navires poubelles dans les 200 milles marins longeant la côte française. Ne fallait-il pas plutôt prendre cette décision au niveau européen ? Les " Etats voyous " sont aussi vilipendés. On pense bien sûr aux pavillons de complaisance. Très bien ! Mais c'est quand même Jacques Chirac qui a créé en 1986 le pavillon de Kerguelen, ce second registre qui a des allures de complaisance, empêchant la mise en place d'un pavillon communautaire qui prévoyait des exigences de sécurité très strictes.

Même chose pour Metaleurop, les " patrons voyous " ont été montrés du doigt. Très bien aussi ! Dans ce cas, il ne fallait pas ouvrir la vanne des licenciements et des plans dits sociaux en suspendant pour 18 mois ce qui les limitait dans la loi de modernisation sociale.

Tout cela est pardonné pour une raison simple : Chirac tient tête à Bush. L'un veut la paix, l'autre prépare la guerre. On peut les réconcilier dans l'expression : " si vis pacem, para bellum ". Les deux nations à prétention universaliste se font face, toutes deux filles de la philosophie des Lumières, l'une par une guerre d'indépendance, l'autre par une révolution. On en oublierait la chaleur de l'accueil de Vladimir Poutine, venu chercher une caution pour massacrer les Tchétchènes, là aussi au nom de la lutte contre le terrorisme. On en oublierait les intérêts pétroliers de la France en Irak puisque Total / Elf / Finis n'attend plus qu'une signature au bas de son contrat qui porte sur deux gisements évalués entre 15 et 16 milliards de barils de pétrole. Nous non plus on n'est pas ennemis de nos intérêts.

Toute cette politique est aussi unilatérale que d'autres. Elle relève d'une poussée tardive de fièvre gaulliste. Une sorte d'andropause à vapeurs nationalistes. La France en a-t-elle les moyens ? Elle n'a au moins qu'une solution : son engagement européen. Mais elle devra jeter son arrogance aux orties, respecter tous les Etats, y compris les plus petits, ne pas donner de leçons à la terre entière, découvrir l'efficacité de la modestie, choisir Jean Monnet plutôt que Napoléon, car après Austerlitz il y a Waterloo.

Bernard Poignant
Député européen
Mars 2003